La première moitié de l'année 2018 a vu des mouvements, des grèves et des conflits, dont ceux des cheminot·e·s et étudiant·e·s, mais également dans les EHPAD, dans plusieurs hôpitaux ou dans le commerce. Une journée d'action syndicale se prépare d'ailleurs pour le 9 octobre prochain, très importante dans un contexte marqué à la fois par l'impopularité croissante d'Emmanuel Macron et de son gouvernement mais aussi par sa volonté d'approfondir l'agenda de contre-réformes néolibérales.

Contretemps propose une série de contributions sur cette séquence pour poursuivre les débats sur l'actualité du syndicalisme et des luttes du monde du travail. La première de ces contributions est celle de Théo Roumier, militant syndical de SUD éducation en lycée professionnel, membre du comité éditorial des Cahiers de réflexions de l'Union syndicale Solidaires, Les Utopiques ; on peut retrouver ses autres contributions sur son blog [« À celles et ceux qui luttent et qui résistent »](#).

Le champ syndical hexagonal est aujourd'hui traversé de multiples questions stratégiques. Et ce d'autant plus dès lors qu'il s'inscrit dans la contestation de l'ordre capitaliste.

Cet article ne pourra évidemment pas en faire un panorama complet et les lectrices et lecteurs voudront bien en excuser les carences. Esquissons quand même quelques réflexions. Peut-être qu'il n'est pas inutile pour cela de revenir sur la dernière période que nous avons traversée.

Depuis plusieurs années, de « grands » mouvements de grève viennent s'inscrire cycliquement dans le paysage social. Celui de novembre-décembre 1995 reste le mètre-étalon auquel chaque nouvelle expérience se confronte. Le scénario stratégique est rôdé : une grève interprofessionnelle s'étend, généralement opposée à une « contre-réforme », appuyée sur un ou plusieurs secteurs clés, bloque significativement les échanges et les transports, frappe l'opinion.

Problème : ça n'a pas suffi à faire céder le pouvoir en 2003, où l'éducation était le secteur en pointe. En 2010 non plus, où c'étaient cette fois les raffineries qui incarnaient la conflictualité. Et le mouvement de grève en deux temps contre les lois travail et leur monde, en 2016 puis en 2017, aura été le dernier avatar de cette répétition. La séquence sociale que nous venons de traverser, marquée principalement par la mobilisation à la SNCF et la contestation (limitée) de Parcoursup, a été ressentie par beaucoup comme une nouvelle occasion manquée. Si la convergence des luttes était omniprésente dans les discours syndicaux, elle brillait malgré tout par son absence sur le terrain réel des contestations.

On peut trouver deux raisons principales à cela. La première c'est l'absence de luttes significatives et massives capables d'entraîner un mouvement interprofessionnel digne de ce nom. Mais c'est aussi parce que pour qu'il y ait une lutte d'ensemble, il faut un objectif revendicatif partagé et clairement identifié (« les retraites », « la sécu », « le code du travail » ...). Ce qui faisait clairement défaut à ce moment.

Il y a bien eu des tentatives de faire converger luttes étudiante et cheminote. « La fac pour toutes et tous, c'est la fac pour les enfants de cheminot-es », c'était bien sûr juste, et pertinent à porter. Mais ça ne faisait pas une « convergence », tant les autres secteurs en restaient absents.

Mais s'il y a une panne du modèle, c'est peut-être, finalement, que l'erreur était d'en reconduire un. On ne bâtit pas une grève sur plans, comme un lego ou un mécano. Le syndicalisme, celui qui nous intéresse en tout cas, est avant tout une pratique humaine et vivante. Et être radical n'empêche nullement d'être pragmatique.

Il faut donc faire avec les outils que nous avons... qui ne sont malheureusement pas toujours ceux que nous souhaiterions avoir. Avec l'état du rapport de force, les coordonnées et les contradictions d'une période. Avec en fait ce qu'il se passe « en vrai ».

En cela, l'interpellation et la dénonciation permanente de « directions » syndicales, coupables presque « naturellement » d'attentisme rédhibitoire, sont inopérantes. Il est juste de constater et de dire que, dans certaines situations, des directions de syndicats, de fédérations ou de confédérations font des choix qui nuisent aux mobilisations... mais encore faut-il que ces mobilisations existent, que ces luttes aient une réalité sur leur théâtre principal : les lieux de travail.

L'outil syndical trouve sa pertinence et son intérêt parce que dans sa pratique il est un révélateur direct de l'exploitation capitaliste, et bien évidemment un stimulant pour la conflictualité qui en découle. C'est parce qu'il est au cœur du rapport de classe qu'il nous intéresse. À partir de là, on peut en tirer un certain nombre de considérations.

Sur tous les terrains

Partir du terrain pour reconstruire le sens et le goût de la lutte c'est d'abord nécessairement reprendre la question de l'auto-organisation. Non par coquetterie gauchiste ou clin d'œil à la « parole libérée » des années 68, lorsque la grève générale et le mouvement étudiant balayaient les conventions et imposaient les assemblées générales dans les ateliers, les services et les amphis.

Mais bel et bien parce que c'est l'une des conditions essentielles d'un rapport de force qui soit à la fois ancré dans une réalité sociale et partagé par ses actrices et acteurs. Et donc plus à même de durer, de trouver ses propres solutions aux difficultés matérielles du conflit... et gagner.

Ce n'est décidément pas de tribuns dont nous avons besoin. Rien ne sert d'haranguer des collègues de boulot si le patient travail d'information, de discussion, de construction de pratiques démocratiques et collectives n'est pas mis au cœur de nos pratiques syndicales. Et ce travail-là passe autant par des temps formels (lors de réunions ou d'heures d'information syndicales) qu'informels (à la pause, au vestiaire, à la cantine...). Autant par l'accompagnement des collègues au quotidien, que par les échanges plus larges sur l'organisation du travail par exemple.

C'est grâce à ce travail de fourmi que se définissent et se construisent les revendications qui fédéreront le collectif de travail. Elles peuvent paraître parfois fort peu révolutionnaires. Elles n'en correspondent pas moins aux priorités de celles et ceux avec qui nous devons agir, les travailleuses et les travailleurs.

C'est à partir de cette élaboration quotidienne que, lorsque la lutte et la grève s'imposent, des pratiques assembléistes réellement significatives et représentatives peuvent se déployer. C'est-à-dire des moments d'échanges et de décisions collectives entre grévistes,

Attention, cela ne signifie pas abandonner toute ambition de revendications fortes, de celles qui posent des enjeux de société. Celle de la réduction du temps de travail à 32 heures hebdomadaires par exemple... mais sans ce travail de terrain, il n'y a rien qui puisse s'y arrimer.

Cette démarche syndicale peut bien sûr se décliner au secteur professionnel entier. Ne vaut-il pas mieux dans les mois à venir travailler à installer les résistances dans des secteurs, sans chercher à courir après une « convergence des luttes » qui peut tenir de l'incantation ? Sans pour autant évacuer ladite convergence de nos horizons pour autant. La réforme des retraites à venir ou le rapport CAP 22 (rapport gouvernemental sur les services publics) restent des enjeux généraux. Et il serait totalement contre-productif de snober les journées de grève interprofessionnelle de 24 heures, [comme celle du 9 octobre](#) appelée conjointement par la CGT, FO, Solidaires (ainsi que l'Unef et l'UNL). Mais c'est sans doute en les investissant d'enjeux revendicatifs immédiats qu'elles pourraient prendre plus de sens encore, notamment au sein de nos collectifs de travail.

Cette question du réinvestissement de l'action corporative n'est pas illégitime et nous devons l'assumer. Y compris pour poser des questions stratégiques : par exemple, partir de la nécessité de l'auto-organisation était sans doute le meilleur angle pour comprendre pourquoi le calendrier « grille de loto » imposé par la CGT-Cheminots n'était pas pertinent... précisément parce qu'il dessaisissait les grévistes de leur lutte !

C'était aussi reprendre la question du rôle et du sens des assemblées générales de grève : ni chambres d'enregistrement de décisions élaborées ailleurs, ni réduites à caler des actions pour se rendre « visibles » (même si ce n'est pas inutile), elles doivent permettre d'organiser, de coordonner et d'étendre la grève, de vérifier qu'elle est bien partagée par une majorité de salarié-es ou tout du moins par une fraction significative, d'élire des délégué-es.

Autre pendant : celui du syndicalisme horizontal inscrit dans les localités et les bassins d'emplois. C'est celui qui se pratique au sein des Unions locales et/ou départementales. Il est la condition pour ne pas glisser de la légitime lutte corporative, qui consiste à revendiquer quotidiennement des améliorations immédiates, à l'étroit corporatisme. Chaque lutte dans une entreprise, un secteur, un service peut en inspirer d'autres : d'où l'utilité de faire connaître les luttes et les résistances, de construire la solidarité. Travailler à ce que les différents syndicats ou sections d'un même bassin d'emploi, d'une même ville, se connaissent et portent des initiatives communes est une des conditions pour assurer un maillage interprofessionnel de terrain, un réseau sans lequel toute perspective de généralisation des grèves n'est que chimère. Il faut vraiment pour cela aller voir de plus près le travail que peuvent accomplir des équipes interprofessionnelles au sein d'Unions locales. Ce n'est pas encore la « convergence des luttes », mais ce n'est sans doute que comme ça que l'on pourra s'en approcher.

C'est aussi prendre en charge les nouveaux enjeux du travail, avec la brutalité du chômage, de la précarité et de l'ubérisation. Réfléchir aux moyens de construire, ou tout du moins de continuer à proposer quand même, malgré tout, de l'action collective.

L'unité est un combat

Il faut, au stade où l'on en est, dire quelques mots de la question de l'unité. Là aussi, il faut remettre sur le métier nos pratiques. Aujourd'hui l'unité syndicale est trop souvent une « unité de papier ». Cantonnée à un appel unitaire, avec une collection de sigles plus ou moins fournie en en-tête, elle n'implique la plupart du temps aucun travail commun entre équipes des différentes organisations syndicales. Il faut inverser la démarche, rompre avec l'unité de papier pour renouer avec l'unité de terrain. Dans les entreprises, dans les territoires, pas d'unité sans interventions coordonnées sur des objectifs précis et partagés. Sans quoi, il est vain de se plaindre de la division du syndicalisme hexagonal : sans pratiques communes, il n'y aura jamais d'unification du syndicalisme de lutte.

Au plan national, depuis 2010, des militant-es de différentes organisations ont tenté des expériences diverses pour matérialiser un réseau, un courant unitaire de syndicalistes de lutte et de base. Les deux dernières ont été l'appel « On bloque tout ! », puis le Front social, qui ont toutes deux recouvert des réalités variées sans réussir à s'inscrire dans la durée. Cette piste peut utilement continuer à être explorée parce qu'elle contribue à faire tomber les sectarismes, à mettre en commun les « bonnes pratiques », à tisser des solidarités directes entre luttes et équipes syndicales.

Ce qui doit aujourd'hui intéresser toutes et tous les syndicalistes n'est pas de s'enfermer dans leurs appareils et entretenir un quelconque esprit de boutique. Nos « appareils » sont avant toute chose des outils syndicaux, les véhicules – et il en faut pour avancer ! – d'un projet bien plus vital : le syndicalisme de lutte dans sa diversité, parce qu'il reste le principal opérateur d'action collective, a la capacité d'être un acteur social de premier plan en mesure d'apporter une réponse de masse et de classe à la crise politique et sociale en cours.

Cela veut d'abord dire rompre radicalement avec le prétendu « dialogue social ». Considérer qu'organisations patronales, institutions républicaines et syndicats de travailleuses et de travailleurs peuvent « avancer » ensemble peut, après tout, être le projet d'appareils englués dans l'accompagnement capitaliste. Ce n'est résolument pas le nôtre. Nous n'avons rien à gagner et à espérer de cette posture avant tout consacrée à la mise en scène médiatique d'un rapport de classe qui pourrait être pacifié.

Bien au contraire, notre syndicalisme peut être un espace où rebâtir l'espoir d'un pouvoir populaire qui, tout à la fois, ne se perde pas dans les couloirs des palais ministériels ou les travées d'un parlement moribond et s'attaque sans complaisance à la dictature du Capital.

Cette question du pouvoir n'est pas secondaire. Croire qu'il n'y a de pouvoir possible qu'en un seul lieu, l'État et ses différentes déclinaisons institutionnelles, c'est finalement abandonner l'enjeu politique d'un autre pouvoir, le nôtre, qui soit une construction autonome de celles et ceux qui n'ont pas d'autres intérêts objectifs que de s'émanciper de l'exploitation capitaliste, comme de toutes les oppressions et discriminations.

Construire l'émancipation

Parce qu'il se doit d'être l'expression concrète d'un collectif humain de solidarité, le syndicalisme est à même de s'attaquer aux inégalités d'aujourd'hui, à toutes les inégalités.

« Une injustice faite à l'un ou l'une est une injustice faite à toutes et tous » : cette phrase, héritée du syndicalisme révolutionnaire états-unien, est l'affirmation d'une éthique syndicale qui doit irriguer nos luttes entières.

Dans une société gangrenée par le racisme, l'urgence d'un antiracisme fort se fait sentir chaque jour. Le racisme ne fait pas que nous « diviser » : on ne peut pas avoir pour seule lecture son instrumentalisation par le patronat à des fins de profit. Il est d'abord et avant tout une attaque, directe et violente, faite à celles et ceux qui le subissent, de par leur couleur de peau, leur origine ou celle qui leur est assignée, leur religion réelle ou supposée.

Pour être combattu pleinement, il doit être reconnu dans toutes ses expressions. Bien sûr que de voir le désormais Rassemblement National aux portes de l'exécutif, voir se pavaner une organisation raciste comme Génération identitaire, voir s'ouvrir des locaux fascistes dans de trop nombreuses villes, bien sûr que tout cela nous est insupportable. Tout comme il nous est insupportable de voir les idées et thèmes de l'extrême droite inspirer les politiques et législations anti-immigré-es, et être l'un des moteurs des violences policières.

Mais il faut aller plus loin et interroger la manière dont le racisme structure aujourd'hui nos rapports sociaux : les organisations syndicales doivent travailler à mesurer les discriminations racistes dans le monde du travail, par exemple au moyen de « statistiques ethniques », comme mettre en place des outils en leur sein pour les identifier et permettre aux cibles et victimes du racisme de s'organiser et lutter en leur nom propre.

Le patriarcat reste lui aussi un puissant facteur de violence, d'exploitation, de discrimination et d'inégalité. Dans de nombreuses structures syndicales, des commissions femmes persistent à mener un double travail revendicatif, syndical et féministe, l'un s'articulant à l'autre. Depuis plus de vingt ans, [des Intersyndicales Femmes](#), portées par la CGT, la FSU et l'Union syndicale Solidaires fournissent des outils d'analyse, échangent sur des pratiques, permettant d'enrichir l'action de milliers de militantes et militants.

Autour de la traditionnelle journée de lutte du 8 mars s'est greffé l'objectif de réussir à en faire une véritable journée de grève des femmes. L'année dernière, cet objectif a été pleinement rempli... dans l'État espagnol. Un intense travail de mobilisation a été fourni des mois durant, ciblant par exemple les secteurs d'emploi féminisés. Des organisations syndicales, comme la CGT anarcho-syndicaliste (troisième organisation syndicale de l'État espagnol), y ont pris pleinement leur part, travaillant de concert avec les organisations et associations féministes. Nous avons largement de quoi nous en inspirer.

Précisons dans les deux cas qu'il est bien évident que le syndicalisme ne peut être le seul acteur de ces mobilisations : il doit, en allié, favoriser et soutenir les associations et organisations de lutte féministes et antiracistes animées par les principaux et principales concerné-es. Tout comme il se doit de faire vivre en son sein les débats stratégiques sur ces questions.

On touche là au cœur de l'autonomie du mouvement social. Contrairement à ce que disent celles et ceux qui veulent la réduire à l'indépendance à l'égard des organisations politiques (une des conditions de son exercice au demeurant), notre conception de l'autonomie est autrement émancipatrice.

L'organisation syndicale comme contre-pouvoir, porteur d'une société en devenir, se doit d'incarner celles et ceux qui luttent et qui résistent telles qu'ils et elles sont. Pour la simple et bonne raison que son but demeure de changer radicalement l'ordre du monde et que

En d'autres termes : il nous incombe d'être révolutionnaires.

Merci à A. pour sa relecture active et attentive

Quelques réflexions pour poursuivre :

- Plusieurs dossiers publiés dans la revue *Les Utopiques* de l'Union syndicale Solidaires : sur « l'unité syndicale » dans les n°4 de février 2017 et n°5 de juin 2017 ; sur « leurs lois travail, nos luttes » dans le n°6 de novembre 2017 ; sur « antiracisme et question sociale » dans le n°8 de l'été 2018. Les articles de la revue sont mis en ligne progressivement sur son site : <http://www.lesutopiques.org>
- « Autonomie du mouvement social : reprendre le débat », billet publié sur le Club de Mediapart revenant sur la question de l'actualité de la Charte d'Amiens, août 2017 : <https://blogs.mediapart.fr/theo-roumier/blog/270817/autonomie-du-mouvement-social-reprendre-le-debat>
- « Redonner d'autres perspectives au syndicalisme », table-ronde publiée sur le site Autrefutur.net, janvier 2018 : <http://www.autrefutur.net/Redonner-d-autres-perspectives-au-syndicalisme-echanges-autour-de-la-revue-Les>